Iran et Israël font la nique aux Etats-Unis

Le 04-07-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Frappe aérienne israélienne sur le village de Qlaileh

par Joël Perichaud, Secrétaire national du Pardem aux relations internationales

Alors que les médias américains mettent l'accent sur les négociations de « paix » entre Trump et l'Iran, les événements au Liban, à Gaza et en Cisjordanie montrent clairement que les pseudos cessez-le-feu sont un prétexte pour poursuivre les massacres.

Quatre jours après la signature à Versailles, le 21 juin, par le président Donald Trump de l'accord de suspension de la guerre avec l'Iran, celui-ci a déjà du plomb dans l'aile. Le premier cycle de négociations sur le nucléaire iranien qui devait s'ouvrir en Suisse le 26 juin, a été annulé, l'Iran ayant refusé d'envoyer son négociateur en réaction à 80 frappes aériennes israéliennes sur le Sud-Liban qui ont tué au moins 47 personnes (ministère libanais de la Santé). Le protocole d'accord exige que les États-Unis, l'Iran et leurs alliés mettent fin à toutes les opérations militaires « *sur tous les fronts, y compris au Liban* ». Mais Israël n'a pas signé l'accord et a refusé d'être lié par celui-ci. Le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a d'ailleurs qualifié l'accord de « *mauvais pour Israël* ».
Les principaux pompiers pyromanes sont les USA qui ont déclenché la guerre pour, en grande partie, tenter d'enrayer le déclin structurel du capitalisme américain. Pour la première fois depuis 1946, la dette fédérale a franchi la barre des 100 % du PIB en mars dernier. L'échec de la guerre a accéléré la chute du dollar et aggravé la crise structurelle que le conflit était censé résoudre.
Pas d'illusion à se faire : le Liban et Gaza révèlent l'entourloupe de l'accord Trump-Téhéran. Israël ne quittera pas le Sud-Liban, s'emparera du reste de Gaza et les personnes déplacées du Liban ou de Gaza ne seront pas autorisées à rentrer chez elles. En réalité, un accord avec l'administration Trump signifie la poursuite des massacres et des pillages du Moyen-Orient.

Retour sur les dernières étapes de la guerre

Le 5 juin 2026, des frappes israéliennes ont fait au moins 4 morts au sud du Liban et l'armée a ordonné le déplacement forcé des habitants de 9 autres villes et villages du district de Sidon.
Des centaines de familles ont fui Aanqoun, village qui abritait environ 2 500 personnes déplacées par de précédentes attaques, après que l'armée israélienne ait annoncé son intention de frapper des pseudo-positions du Hezbollah et ait ordonné l'évacuation des habitants.
Les frappes israéliennes au Liban marquent une escalade du conflit mené en coordination avec la guerre israélo-américaine contre l'Iran. Selon le ministère libanais de la Santé, la guerre contre le Liban a fait, depuis le 2 mars 2026, au moins 3 500 morts et 10 600 blessés. Les Nations Unies ont recensé au moins 88 morts durant le week-end du 30 au 31 mai et des attaques israéliennes continues ont fait au moins huit morts le 2 juin, neuf morts le 3 juin et quatre le 5 juin. Parmi les victimes, un ambulancier : l'un des plus de 130 secouristes tués depuis mars.
Le 26 juin, Israël et le Liban ont signé un accord-cadre visant une « paix durable » et dès le 28, Israël a mené de nouvelles frappes dans le sud du Liban… Nabih Berri, le chef du Parlement libanais affirmait d'ailleurs que : « *Cet accord ne sera pas adopté et il ne sera pas mis en œuvre dans sa forme actuelle » et dénonçait un « accord de diktats, pas un accord qui préserve les droits du Liban* ».

Pendant ce temps là, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahou annonçait l'occupation permanente du Sud-Liban, déclarant devant les maires du Nord d'Israël : « *Israël a besoin de zones*

de sécurité, des zones de séparation et de sécurité de l'autre côté de la frontière…C'est un changement fondamental. »
Alors que les médias américains mettent l'accent sur les négociations de « paix » entre Trump et l'Iran, les événements au Liban, à Gaza et en Cisjordanie montrent clairement que les pseudos cessez-le-feu sont un prétexte pour poursuivre les massacres.
Le 3 juin, les États-Unis avaient annoncé qu'Israël et le Liban avaient convenu de renouveler un cessez-le-feu, exigeant du Hezbollah qu'il cesse toute attaque et retire ses combattants du Sud-Liban… N'imposant, toutefois, aucune condition aux forces d'occupation israéliennes.
Quelques heures plus tard Israël Katz, le ministre israélien de la Défense, déclarait que l'armée israélienne ne se retirerait pas, que des centaines de milliers de Libanais déplacés ne seraient pas autorisés à rentrer chez eux et qu'Israël conservait « la liberté d'action, avec le soutien des États-Unis, pour frapper Beyrouth ».
Comme prévu, Naïm Qassem, le chef du Hezbollah, a rejeté l'accord et déclaré à la chaîne de télévision Al-Manar qu'ordonner à ses combattants de quitter le sud Liban sous le feu ennemi reviendrait à « *capituler, à être vaincu et à satisfaire les objectifs de l'ennemi* ».
La première semaine de juin, les forces israéliennes s'étaient emparées du château de Beaufort et ont franchi le fleuve Litani, étendant leur occupation sur environ 2 000 kilomètres carrés du Sud-Liban, soit près d'un cinquième du pays. L'armée israélienne, armée et soutenue par le président américain Donald Trump, a transformé le Sud-Liban en champ de tir.

Gaza : le génocide continue

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies a recensé plus d'un million de personnes déplacées et près d'un quart de la population souffrant de la faim.
Quant au ministère de la Santé de Gaza, il a recensé 929 Palestiniens tués et 2 811 blessés au cours des sept mois écoulés depuis l'entrée en vigueur de la trêve…
Ceci a certainement réjoui Netanyahou qui, dans la première semaine de juin, a confirmé qu'Israël contrôlait 60 % de la bande de Gaza (contre 50 % auparavant) et qu'il avait ordonné à l'armée d'en conquérir davantage : « *Tout d'abord, 70 %* », a-t-il lancé, tandis que la foule scandait «*100 pour 100 !* ».

Rappelons que le cessez-le-feu d'octobre 2025, fondé sur le plan en 20 points de Trump, instituait une « ligne jaune », d'ailleurs établie unilatéralement par Israël le 18 avril 2026 et prévoyait que les forces israéliennes devaient se retirer derrière celle-ci. Mais comme à son habitude et avec la complicité de ses soutiens US et Européens, l'armée israélienne l'a allègrement franchie.

Israël Katzn annonçait déjà le 27 mai dernier que le plan d'« émigration volontaire » visant à vider Gaza de sa population serait mis en œuvre « au moment opportun et de la manière appropriée ».
Jamais en reste d'un nettoyage ethnique à sa portée, Bezalel Smotrich, le ministre israélien des Finances a ,quant à lui, exigé que l'armée « se prépare immédiatement à la conquête totale de la bande de Gaza » et y construise des colonies juives. Le 29 juin 2026, des groupes de colons israéliens ont attaqué des Gazaouis.

Guerre des États-Unis et d'Israël contre l'Iran

Les escalades guerrières au Liban et en Palestine surviennent dans un contexte d'approfondissement de la crise provoquée par la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Contrairement aux fanfaronnades trumpiennes, cette guerre n'a pas atteint ses objectifs.
Malgré l'attaque surprise du 28 février 2026 lancée par les États-Unis et Israël qui a coûté la vie à une grande partie des dirigeants iraniens, dont le Guide suprême Ali Khamenei et une dizaine

d'autres hauts responsables, la chute du régime iranien n'a pas eu lieu. Pire pour Trump, Netanyahou et l'Union européenne, le fils de l'ayatollah Ali Khamenei, Mojtaba Khamenei, a été installé au pouvoir quelques jours plus tard et aucun soulèvement populaire n'a eu lieu.
Les États-Unis ont tenté d'asphyxier l'Iran par un blocus naval du détroit d'Ormuz, mais cette initiative n'a pas non plus permis de contraindre Téhéran à se plier à leurs conditions.. Plus de trois mois après, 13 militaires américains ont perdu la vie et les combats se poursuivent sans qu'une résolution du conflit soit en vue.
Les divergences rapportées entre Trump et Netanyahou ne sont qu'une petite dissension liée à l'échec de leur stratégie. Le site US d'information en ligne Axios rapportait le 1er juin que Trump avait qualifié Netanyahou de « fou » au sujet de l'escalade au Liban, ajoutant : «*Vous seriez en prison si ce n'était que moi* » et « T*out le monde déteste Israël à cause de ça* ».

Pendant les négociations sur un hypothétique cessez-le-feu, impensable aux conditions posées par les États-Unis, ces derniers attaquent régulièrement l'Iran. Début juin, après avoir abattu quatre drones, les forces américaines ont frappé des sites radar iraniens surplombant le détroit d'Ormuz que les États-Unis bloquent. Trump a prolongé le cessez-le-feu en déclarant que le blocus serait maintenu jusqu'à la conclusion des négociations « *d'une manière ou d'une autre* ».

Rappelons que les objectifs de la guerre menées par les États-Unis sont partagés par la majorité du Parti républicain et du Parti démocrate. Le 4 juin dernier, la Chambre des représentants a rejeté une résolution visant à retirer les forces américaines du conflit au Liban, présentée par deux démocrates : Rashida Tlaib (Michigan) et Delia Ramirez (Illinois) par 324 voix contre 92. Seuls, 91 démocrates ont voté pour et 117 contre. Un seul républicain, Thomas Massie (Kentucky), a voté pour. Précisons que le chef de la minorité démocrate à la Chambre Hakeem Jeffries, Katherine Clark, la whip (parlementaire chargée de veiller à ce que les élus de son Parti soient présents et votent en fonction des consignes du Parti) de la minorité démocrate et, le président du groupe parlementaire démocrate, Pete Aguilar, ont mené l'opposition à la résolution. Dans une déclaration commune, ils ont affirmé : « *Nous sommes solidaires du peuple libanais, du gouvernement libanais et des forces armées libanaises dans leurs efforts pour vivre en paix et vaincre le Hezbollah, une organisation terroriste violente, ennemie jurée des États-Unis.* »
Cette déclaration révèle la véritable politique du Parti démocrate. Malgré des critiques, purement tactiques, à l'égard de l'administration Trump, le Parti démocrate soutient l'objectif fondamental des Républicains : assurer la domination US, avec Israël, au Moyen-Orient.

La saga de la signature de l'accord Iran-USA (initialement prévue le 19 juin en Suisse) mais paraphé par voie électronique le 15 juin et finalement le 17 juin à Versailles montre le gouffre monumental entre la fanfaronnade avec laquelle la guerre a été lancée et la réalité de son issue.
Trump avait promis que la guerre prendrait fin avec la « *capitulation sans condition* » de l'Iran. Le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, déclarait le 2 mars que les États-Unis menaient « *la campagne aérienne la plus meurtrière de l'histoire sans se soumettre à des règles d'engagement absurdes* ». Quelques jours plus tard, il annonçait «*la mort et la destruction venues du ciel* ».

Les États-Unis ne gagneront pas face à l'Iran

Après avoir tenté de renverser le gouvernement iranien et avoir appelé les Iraniens en février dernier à « *prendre le pouvoir* », le 14 juin, Trump a déclaré au Wall Street Journal : «*Je ne me suis jamais soucié du changement de régime.* »…
Depuis plus de dix jours, les médias américains commentent la défaite de l'impérialisme américain. Le *Wall Street Journal*, par exemple, parle d'un « *repli stratégique qui n'a pas permis d'atteindre ses objectifs de guerre* ». Et la dimension politique de la réaction de la classe dirigeante américaine est

bien illustrée par l'éditorial du *New York Times* (porte-parole du Parti démocrate), sous le titre « *Le président Trump a perdu cette guerre* ». « *M. Trump a commis une terrible erreur en déclenchant cette guerre* », affirme l'éditorial. « *Il l'a menée de façon inconsidérée et au mépris flagrant du droit. Les États-Unis en sortent (militairement, diplomatiquement et économiquement) affaiblis et en subiront les conséquences stratégiques pendant des années.* » Le *Times* déplore que « *tout bien considéré, l'Iran sort vainqueur stratégique de cette guerre de quatre mois* ». L'armée américaine « *s'est montrée incapable de vaincre un adversaire bien plus faible, alors même qu'elle a épuisé une grande partie de son arsenal de missiles de précision à longue portée et d'intercepteurs. Ce résultat compromet la capacité du pays à dissuader d'autres adversaires potentiels.* »
La solution proposée par l'éditorial se résume ainsi : « *Le Pentagone devra lui aussi se moderniser et se préparer aux guerres futures.* »
Les guerres futures… Le Times tient pour acquis le cadre d'une confrontation permanente, notamment avec la Chine et la Russie pour lequel le Pentagone doit « se moderniser et se préparer ».

Le Parti démocrate, en effet, a soutenu la guerre dès son déclenchement. Il ne s'en plaint aujourd'hui que parce qu'il très probable que la guerre se terminée sans que l'Iran soit anéanti. Le sénateur Chris Murphy a qualifié l'accord de « *capitulation face à l'Iran* », le représentant Seth Moulton l'a décrit comme « *un acte de capitulation de Donald Trump au guide suprême iranien* ».
Bien que l'opposition populaire à la guerre soit importante, elle n'a trouvé aucune expression dans le cadre des partis politiques officiels…
La fin de cette phase du conflit ne signifie pas la fin de la guerre. L'impérialisme américain préparera de nouvelles guerres pour asseoir sa domination. L'accord de Vienne de 2015, établi sous Obama, a été dénoncé par Trump en 2018, ouvrant la voie à la guerre de 2026. Et le cessez-le-feu de 2026 préparera lui-même le terrain pour la guerre qui suivra. D'autant que les conséquences de ce fiasco se font déjà et se feront sentir pour les États-Unis.

La guerre a été déclenchée, en partie, pour tenter d'enrayer le déclin structurel du capitalisme américain. Pour la première fois depuis 1946, la dette fédérale a franchi la barre des 100 % du PIB en mars dernier. L'échec de la guerre a accéléré la chute du dollar et aggravé la crise structurelle que le conflit était censé résoudre.
L'opposition sociale peut s'amplifier et se concentrer au sein de la classe populaire la plus pauvre. Les ouvriers d' American Axle (pièces automobiles), des cheminots, des employés d'abattoirs, des enseignants et des infirmières ont débrayé. Les prix des carburants et des denrées alimentaires restent bien supérieurs à leurs niveaux d'avant-guerre. L'inflation des dépenses de consommation personnelle (PCE) a atteint 3,8 %, son rythme le plus rapide depuis 2021.
Les classes dominées américaines mais aussi de tous les pays de l'Union européenne (UE) paient le coût de la guerre par la hausse des prix, tandis que les grandes entreprises en profitent. Cet impact économique sur les classes dominées devrait alimenter les conflits de classes pour les années à venir, aux États-Unis comme à l'international.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire